

Effet de la gouvernance sur les recettes fiscales dans les pays de l'UEMOA

Dramane ABDOULAYE

*Faculté des Sciences Économiques et de Gestion – Université de Parakou – Bénin.
E-mail : abdramanefr1@yahoo.fr*

Résumé : La mobilisation des recettes fiscales est devenue l'un des défis majeurs que doivent relever les pays africains en général et ceux de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) en particulier en vue de financer leurs différents programmes de développement. Cet article a pour objectif d'analyser l'effet de la gouvernance sur les recettes fiscales dans les pays de l'UEMOA. Pour ce faire, nous estimons un modèle sur un panel de sept pays à l'aide de diverses techniques d'estimation économétriques sur la période 1996-2015. Les résultats des analyses montrent que la gouvernance affecte positivement la mobilisation des recettes fiscales dans les pays de l'UEMOA. Il ressort également des résultats que la lutte contre la corruption constitue un canal par lequel la gouvernance peut affecter positivement la mobilisation des recettes fiscales dans les pays de l'Union.

Mots clés : Gouvernance ; Recettes fiscales ; UEMOA.

J.E.L Classification : H11 - H21 - O43.

Effect of governance on tax revenues in WAEMU countries

Abstract: *The mobilization of tax revenues has become one of the major challenges facing African countries in general and those of the West African Economic and Monetary Union (WAEMU), particularly with a view to financing their various development programs. The main objective of this paper is to analyze the effect of governance on tax revenues in WAEMU countries. So, using a panel data model analysis on seven countries of WAEMU over the period 1996 to 2015, we find that governance enhance tax revenues in WAEMU countries. Furthermore, it appears from the results that, combatting corruption through reinforcing the quality of institutions is the main channel through which governance positively affect tax revenues. This study finds that it is necessary to promote good governance that will lead to improve tax revenues collection in WAEMU countries.*

Key Words: Governance - Tax Revenues - WAEMU.

JEL Classification: H11 - H21 - O43.

Received for publication: 20180516.

Final revision accepted for publication: 20181216

1. Introduction

La gouvernance a pendant longtemps été considérée comme un domaine ne relevant pas du champ de l'analyse économique. Aujourd'hui la gouvernance se révèle de plus en plus comme un problème central de l'économie du développement. La gouvernance peut être définie comme le fonctionnement des institutions fondé sur le consensus et sur l'État de droit, l'émergence de médias responsables et indépendants, l'apparition d'une société civile dynamique et l'amélioration de la gestion économique et financière. Il est de plus en plus admis qu'une gouvernance mauvaise dans un pays ne permet pas une bonne mobilisation des recettes fiscales. Pourtant, la mobilisation des recettes fiscales est, pour les pays africains, une urgence face aux besoins en financement nécessaires pour l'exécution des programmes de développement. Dans un contexte marqué par la raréfaction de l'aide publique au développement et le renchérissement de la dette, elle est encore plus pressante pour les États de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) dont les rentrées fiscales représentent à peine 15% de leur produit intérieur brut (PIB), soit un niveau deux fois inférieur à celui constaté dans les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE). (Houngbonon G. et al ; 2017 p.7). Le niveau des recettes fiscales dans la zone UEMOA reste faible. Il est encore en dessous de 20% du PIB, niveau minimal recommandé par le Programme des Nations Unies pour le Développement, PNUD (2010) pour financer les Objectifs de Développement Durable (ODD). Dans les pays de l'OCDE, ce niveau est en moyenne de 35%, ce qui permet de financer les infrastructures publiques, les prestations sociales et les dépenses de fonctionnement des administrations publiques.

Lorsqu'on observe de plus près chacun des pays de l'UEMOA, on remarque qu'entre 2000 et 2014 seuls, le Sénégal et le Togo ont accru leur niveau de mobilisation des recettes fiscales pour atteindre 20% du PIB. Au Burkina-Faso et au Niger, les recettes fiscales ont atteint 15% du PIB en 2014, contre environ 10% en 2000. A l'inverse, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Bénin ont, quant à eux, très peu progressé en matière de mobilisation des recettes fiscales.

Pour le classement 2015 des indicateurs de gouvernance de la base « *worldwide governance indicators, 2016* » de la Banque Mondiale, en considérant l'indicateur *Government Effectiveness* qui mesure l'efficacité de la gouvernance publique, c'est le Sénégal qui arrive en première place au sein de l'UEMOA avec un score de « -0,39 » suivis du Bénin avec un score de « -0,50 » ensuite du Burkina Faso, du Niger, de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Togo avec un score de « -1,26 ». Précisons que l'indicateur *government effectiveness* varie de « -2,5 à +2,5 », avec -2,5 représentant la plus faible valeur et +2,5 la plus grande valeur.

Pour ce qui concerne le classement 2015 de l'Indice Ibrahim de la Gouvernance en Afrique (IIAG), au sein de l'UEMOA, c'est le Sénégal qui arrive encore en première place avec un score de 62,4 suivis du Bénin avec un score de 58,8 ensuite du Burkina Faso, du Mali, du Niger, du Togo et de la Côte d'Ivoire avec un score 48,3. Ces différences de performance entre les pays pourraient s'expliquer entre autres raisons par la qualité de la gouvernance dans ces différents pays.

Nous remarquons à travers cette analyse qu'il semble exister un lien entre qualité de la gouvernance et niveau de recettes fiscales dans les pays de l'UEMOA. Quel est alors l'effet de la gouvernance sur les recettes fiscales dans les pays de l'UEMOA ?

L'objectif de cet article est donc d'analyser l'effet de la gouvernance sur les recettes fiscales dans les pays de l'UEMOA. Pour ce faire, nous adoptons le plan suivant. Dans la section 2, nous présentons une revue de littérature sur l'effet de la gouvernance sur les recettes fiscales. Dans la section 3, la situation des recettes fiscales dans l'UEMOA est présentée. Dans la section 4, nous présentons la méthode d'analyse. La section 5 est consacrée à l'analyse des résultats empiriques obtenus. La section 6 comprend la conclusion et quelques implications de politiques économiques.

2. Revue de littérature

Musgrave (1959) présente une version moderne de la théorie des finances publiques. Il distingue les trois grandes fonctions de l'Etat :

- L'allocation des ressources par l'État corrige les imperfections du marché (comme les externalités) et produit des biens publics vendables ;
- La stabilisation : l'État peut être chargé de stabiliser l'économie, c'est-à-dire de défendre les grands équilibres macroéconomiques (plein emploi, inflation, solde du commerce extérieur) et d'obtenir une croissance forte et régulière au travers de la politique conjoncturelle ;
- La redistribution partage les ressources et les revenus dans une optique de réduction des inégalités et de recherche d'une plus grande justice sociale.

La typologie de Musgrave (op.cit.) est une référence incontournable lorsque l'on s'interroge sur le rôle de l'État car elle donne un contenu précis à ses diverses fonctions. La fonction qui paraît essentielle dans le cadre de cette analyse est celle liée à la redistribution. En effet, pour remplir efficacement cette fonction, l'État doit mobiliser les ressources et parmi celles-ci les recettes fiscales composent la plus grande partie. Cette recherche contribue à identifier les facteurs essentiels qui influencent la mobilisation des recettes fiscales dans un pays en mettant l'accent principalement sur une variable institutionnelle, à savoir la gouvernance.

Dans la littérature économique, plusieurs auteurs ont tenté d'examiner les déterminants de la mobilisation des recettes fiscales dans un pays (Teera, 2003). Ce faisant les auteurs analysent d'abord les effets d'une mauvaise gouvernance (ayant pour conséquence la corruption) sur les recettes fiscales. Ainsi, Imam et Jacobs (2007) montrent que le revenu par tête, l'ouverture commerciale, l'inflation et la corruption sont les déterminants principaux du recouvrement des taxes.

Quant à Gupta (2007), plusieurs facteurs structurels peuvent expliquer l'accroissement des recettes fiscales à savoir le PIB/tête, la part de l'agriculture dans le PIB, l'ouverture commerciale, l'aide extérieure, la dette extérieure et des variables institutionnelles telles que la corruption et la stabilité politique.

Dans le domaine du service public la tentation de s'engager dans des actes de corruption est élevée aussi bien chez les agents publics qui peuvent s'enrichir en acceptant des pots-

de-vin que chez les corrupteurs qui veulent obtenir des services indus tels que les contrats, l'évasion fiscale. Sandmo (2004) considère l'évasion fiscale comme une violation de la loi. Lorsque le contribuable ne souhaite pas déclarer ses revenus issus du travail et du capital, il s'engage dans une activité illégale qui l'expose à des sanctions administratives.

Certains auteurs expliquent que le recouvrement des recettes fiscales est l'une des activités qui entraîne un fort accroissement de la corruption (Tanzi, 2000 ; Fjeldstad et Tungodden, 2001). Les facteurs qui contribuent à la corruption dans le recouvrement des taxes sont divers. La complexité du processus de paiement pousse les usagers à corrompre les agents. Un autre facteur qui favorise la corruption est le niveau élevé des taxes et impôts, ce qui accroît l'évasion fiscale. Les individus s'adonnent à des actes de corruption lorsqu'ils estiment que le gain à obtenir de cet acte est important et que le risque de détection et de sanction est faible. Les faibles niveaux de salaire des agents collecteurs de taxe et aussi le niveau de vie des contribuables favorisent la corruption.

L'impact de la corruption et de l'évasion fiscale sur les recettes fiscales n'est pas une approche nouvelle dans le champ de l'analyse des finances publiques. Tanzi et Zee (2001) ont mis en exergue que les pays ayant des niveaux de corruption élevés tendent à avoir des niveaux faibles de recettes fiscales comparativement à leur PIB. L'implication d'un tel résultat est qu'une partie des taxes payées par les contribuables est distraite des caisses de l'Etat.

Dans les pays en développement, la corruption est répandue et ses conséquences sur la mobilisation des recettes sont négatives. La corruption réduit les recettes ce qui ne permet pas à l'Etat de remplir ses fonctions régaliennes. Plusieurs auteurs ont montré que dans les pays en développement plus de 50% des recettes fiscales n'arrivent pas à être collectées à cause de la corruption fiscales et de l'évasion fiscale (Bird, 1992 ; Krugman et al, 1992). Les pertes de recettes sont énormes comparativement aux montants payés en pot-de-vin. Une autre conséquence de la corruption est qu'elle réduit la fonction redistributive de l'État et contribue ainsi à l'accroissement des inégalités de revenu. Hadi (2006) a analysé la relation entre la corruption et l'évasion fiscale. L'auteur analyse comment la corruption peut affecter l'évasion fiscale. Les résultats montrent que le niveau de corruption affecte négativement l'évasion fiscale. Gbewopo et al (2009), trouvent à l'aide d'une analyse économétrique sur données de panel un effet négatif de la corruption sur le niveau de prélèvement public. Ces auteurs montrent que la corruption n'affecte pas de façon identique les différentes composantes des ressources publiques. La corruption déforme la structure des recettes fiscales au profit des droits de douane.

S'il est vrai que des auteurs ont cherché à examiner l'effet d'une mauvaise gouvernance en l'occurrence la corruption sur les recettes fiscales, il n'en demeure pas moins vrai que d'autres auteurs se sont intéressés à la contribution de la bonne gouvernance dans la mobilisation des recettes fiscales. Il est aujourd'hui admis qu'une bonne gouvernance permet la mise en place d'un bon système de taxation et de recouvrement des recettes fiscales. Il existe trois facteurs qui permettent d'avoir un bon système de taxation à savoir la légitimité de l'Etat, le consentement des contribuables à payer les taxes et l'efficacité de l'administration fiscale. Phillips et Sandall (2008) étudient la relation entre gouvernance et réforme fiscale. Les auteurs montrent que trois éléments essentiels

caractérisent la relation entre gouvernance, fiscalité et climat des affaires. Premièrement, un bon système de taxation dépend d'une bonne gouvernance. Deuxièmement, un système de taxation équitable conduit à une bonne gouvernance car un système de taxation efficient encourage les populations à payer honnêtement leurs taxes. Troisièmement, la mobilisation des recettes fiscales dépend positivement d'une administration bien organisée, de la confiance au gouvernement et de la stabilité politique. On démontre théoriquement qu'une grande instabilité politique réduit l'efficacité du système de taxation. Aizenman et Jinjark (2005) montrent que l'efficacité du recouvrement de la valeur ajoutée est déterminée par la structure de l'économie qui accroît les coûts de recouvrement. L'efficacité du recouvrement est réduite avec moins d'urbanisation, une faible ouverture commerciale et une part importante de l'agriculture.

Ajaz et Ahmad (2010) analysent l'effet des variables institutionnelles sur les recettes fiscales dans vingt-cinq pays en développement sur la période 1990-2005. En utilisant la technique de méthode des moments généralisés en panel dynamique, les auteurs montrent que les variables institutionnelles ont un effet significatif sur les recettes fiscales. Les résultats mettent en exergue que la gouvernance et la corruption sont deux déterminants principaux de la mobilisation des recettes fiscales. La corruption a un effet négatif sur les recettes fiscales tandis que la bonne gouvernance contribue à une meilleure performance dans la collecte des taxes. Dans la même perspective, Mohammad (2014), analyse l'effet de la qualité institutionnelle sur les recettes publiques en utilisant un panel de cinquante-cinq pays développés et en développement sur la période 2002-2012. Les résultats montrent que la qualité de la gouvernance influence positivement la mobilisation des recettes publiques. Par ailleurs, l'auteur établit que le consentement des citoyens à payer leurs impôts dépend de la qualité de la gouvernance. En définitive, l'auteur conclut que la qualité institutionnelle et un faible niveau de corruption permettent d'améliorer la mobilisation des recettes publiques.

Enfin, Epaphra et Massawe (2017) s'intéressent aux effets des variables institutionnelles et des variables structurelles sur les ressources fiscales sur la période 1996-2016 en utilisant un panel de 30 pays africains. Les auteurs trouvent que la gouvernance est un déterminant principal de la mobilisation des recettes publiques en Afrique. Par ailleurs, les résultats indiquent d'une part que les taux d'imposition affectent négativement les recettes fiscales totales et d'autre part, qu'ils affectent positivement les recettes fiscales issues du commerce extérieur. L'analyse montre enfin que l'ouverture commerciale améliore les recettes fiscales dans les pays composant le panel utilisé.

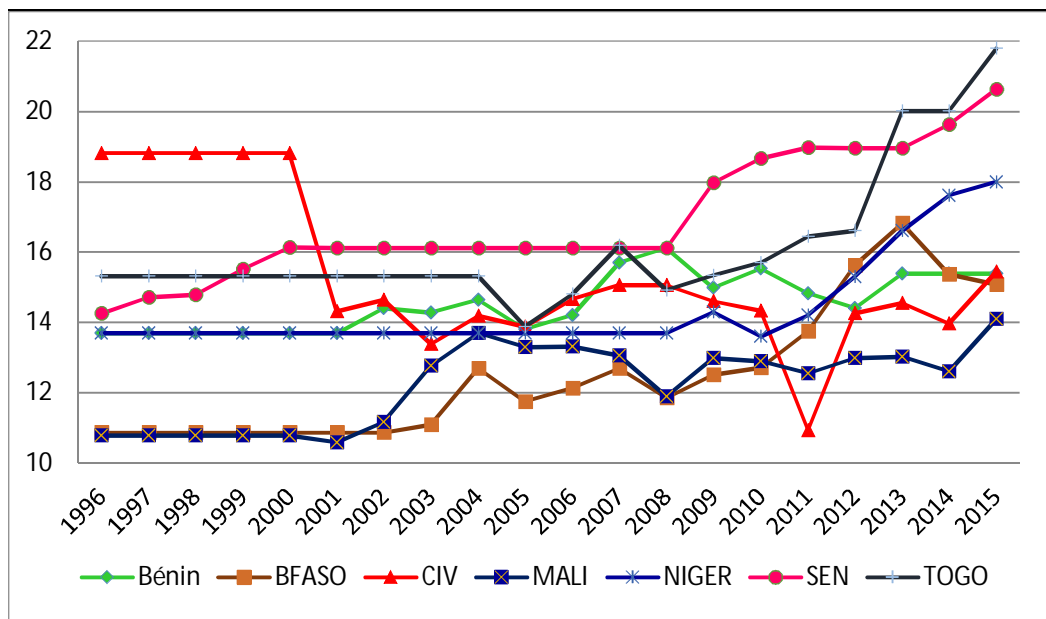
3. Situation des recettes fiscales dans l'UEMOA

L'analyse de la situation des recettes fiscales est faite à l'aide des deux graphiques illustrant respectivement la part des recettes fiscales dans le PIB et la structure des recettes fiscales.

Le graphique 1 retrace l'évolution du niveau des recettes fiscales rapporté au PIB des pays de l'UEMOA sur la période 1996-2015. Le graphique montre que le niveau des recettes fiscales dans la zone UEMOA reste faible. On observe que le niveau des recettes fiscales rapporté au PIB est resté stable et inférieur à 20% jusqu'en 2012 pour l'ensemble

des pays. Toutefois des améliorations notables ont été enregistrées entre 2000 et 2015. Pendant cette période, le Sénégal et le Togo ont significativement accru leur niveau de mobilisation des recettes fiscales pour dépasser la barre de 20% du PIB. Le Bénin, le Burkina-Faso, le Mali et le Niger ont légèrement progressé en matière de mobilisation des recettes fiscales de 1996 à 2015.

Graphique 1 : recettes fiscales en % du PIB dans les pays de l'UEMOA



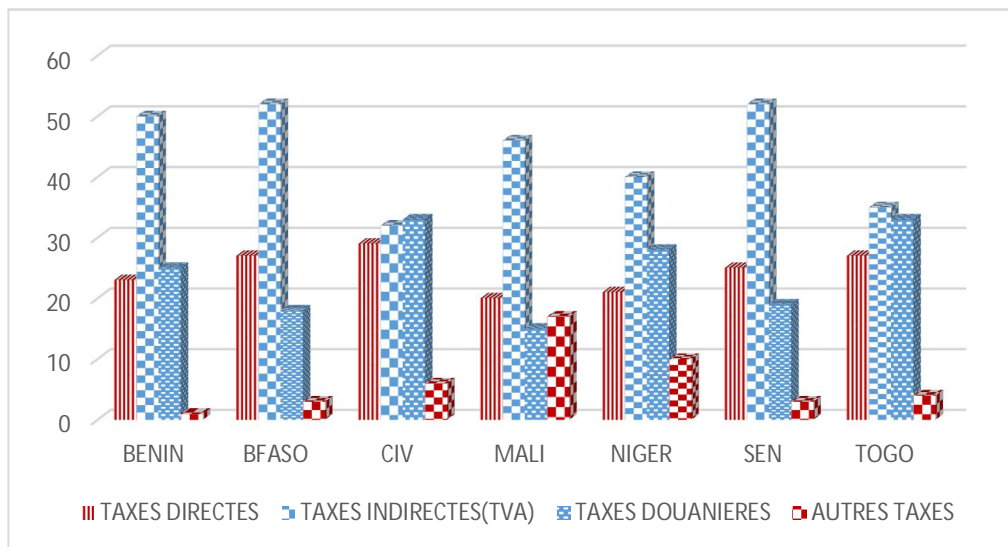
Source : réalisé par l'auteur à partir des données de WDI (2018).

A l'inverse, la Côte d'Ivoire, a connu une chute au niveau de ses recettes fiscales. De 18% en 1996, le niveau des recettes fiscales de la Côte d'Ivoire est tombé à son plus bas niveau à 10,93% en 2011 avant de remonter à 15,44% en 2015.

Le graphique 2 montre que les taxes directes, composées des impôts sur les sociétés et personnes physiques, demeurent le point faible dans la mobilisation des recettes fiscales. Ces taxes sont largement plus faibles que les taxes indirectes. Dans cinq pays sur les huit de l'UEMOA (Burkina-Faso, Mali, Niger, Sénégal et Bénin), les taxes directes représentent à peine la moitié des taxes indirectes. Ainsi, l'effort de mobilisation des recettes fiscales a tendance à se concentrer plus sur la TVA que sur les impôts sur les sociétés et les personnes physiques. En comparaison, la Côte d'Ivoire présente une structure plus équilibrée.

Le faible niveau des recettes fiscales s'explique par plusieurs facteurs parmi lesquels on peut citer principalement les problèmes de gouvernance qui entraînent à leur tour la corruption et la fraude fiscale. Or, la qualité de la gouvernance est un déterminant essentiel pour le développement d'un pays.

Graphique 2 : Structures des recettes fiscales en % du PIB dans les pays de l'UEMOA



Source : Réalisé par l'auteur à partir des données du FMI (2018)

Pour bien appréhender la relation entre gouvernance et mobilisation des recettes fiscales, il faut bien définir un cadre théorique pertinent et identifier la méthode d'analyse.

4. Méthode d'analyse

Nous présentons d'abord, le modèle théorique ensuite, la description des variables explicatives du modèle, la technique d'estimation économétrique et enfin les données de l'estimation économétrique.

4.1. Le modèle théorique

Plusieurs études empiriques ont exploré les facteurs qui peuvent déterminer l'accroissement des recettes fiscales dans les pays développés ou en développement. Ainsi dans cette perspective, plusieurs variables ont été identifiées. Gupta (2007) trouve que plusieurs facteurs structurels déterminent les performances en matière de mobilisation des recettes fiscales à savoir : le PIB/tête, la part de la production agricole dans le PIB, l'ouverture commerciale, l'aide extérieure et des variables institutionnelles comme la gouvernance, la corruption et la stabilité politique.

A la suite de Gupta (2007), Ajaz et Ahmad (2010), dans une perspective différente vont ajouter d'autres variables institutionnelles susceptibles d'influencer la mobilisation des recettes fiscales. Ainsi donc, dans le cadre de cette analyse, nous utilisons le modèle économétrique qui met en relation la variable expliquée (recettes fiscales) et quelques variables explicatives. Le modèle retenu dans la présente analyse est donc le suivant :

$$\frac{RF_{it}}{PIB_{it}} = f(GOUV_{it}, CORR_{it}, COM_{it}, Ytete_{it}, INFL_{it}, APD_{it}) \quad (1)$$

Sous forme linéaire, l'équation (1) devient :

$$\frac{RF_{it}}{PIB_{it}} = \alpha_0 + \alpha_1 GOUV_{it} + \alpha_2 CORR_{it} + \alpha_3 COM_{it} + \alpha_4 Ytete_{it} + \alpha_5 INFL_{it} + \alpha_6 APD_{it} + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

où, $\frac{RF_{it}}{PIB_{it}}, GOUV_{it}, CORR_{it}, COM_{it}, Ytete_{it}, INFL_{it}, APD_{it}$, représentent

respectivement le ratio recettes fiscales sur PIB, l'indicateur de gouvernance, l'indice de corruption, l'ouverture commerciale, le revenu par tête, l'inflation et l'aide publique au développement.

4.2. Description des variables explicatives du modèle

- **Gouvernance (Gouv)**

La variable gouvernance que nous utilisons est tirée de la base « *worldwide governance indicators, 2015* » élaborée par trois auteurs Daniel Kaufmann, Aart Kraay et Massimo Mastruzzi. Cette base est disponible depuis 1996. En effet, nous avons choisi trois variables comme indicateurs de la gouvernance à savoir : (i) *Voice and Accountability (Voice)* : la responsabilité démocratique reflète la perception de la situation dans laquelle les citoyens d'un pays sont en mesure de participer à la sélection de leurs gouvernants, ainsi que la liberté d'expression, la liberté d'association et la liberté de presse. (ii) *Political Stability and Absence of Violence (Polstab)* : la stabilité politique reflète la perception de la probabilité que le gouvernement soit déstabilisé ou renversé par des moyens anticonstitutionnels ou violents, y compris la violence politique et le terrorisme. (iii) *Government Effectiveness (Goveff)* : l'efficacité de la gouvernance publique reflète la perception de la qualité des services publics, la qualité de la fonction publique et le degré de son indépendance vis-à-vis des pressions politiques, la qualité de la formulation des politiques, leur mise en œuvre et la crédibilité de l'engagement du gouvernement à l'égard de telles politiques. La variable gouvernance est notée « *Gouv* ». Cette variable devrait avoir un effet positif sur les recettes fiscales.

- **Corruption (Corr)**

La variable corruption que nous utilisons est l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) de *Transparency International*. Cet indice classe les pays en fonction du degré de corruption perçue dans les administrations publiques et la classe politique. Cet indice concentre son attention sur la corruption dans le secteur public et définit la corruption comme l'abus d'une charge publique à des fins d'enrichissement personnel. L'indice de corruption utilisé dans le présent travail est noté « *Corr* » et il est attendu un effet négatif de cette variable sur les recettes fiscales.

- **Commerce**

Nous utilisons dans la présente étude un indicateur de l'ouverture commerciale afin d'en évaluer son effet sur les recettes fiscales. Il est de plus en plus admis que les pays les plus ouverts sur le plan commercial arrivent à mobiliser plus de recettes fiscales. Cette variable est représentée par la part du commerce dans le PIB de chaque pays et est notée « *Com* ».

- **Revenu**

La variable représentant le revenu par tête dans notre analyse est le PIB/tête. Cette variable est pertinente dans cette étude car selon la théorie économique, la part de recettes fiscales augmente avec le niveau de développement économique. Il est attendu un effet positif de cette variable sur le niveau de recettes fiscales. Cette variable est notée « *Ytete* ».

- **Inflation**

L'inflation est utilisée dans la présente analyse pour mesurer l'environnement économique qui joue un rôle primordial dans la mobilisation des recettes fiscales. Elle est notée « *Infl* ».

- **L'aide publique au développement**

L'aide publique au développement est utilisée dans cette analyse pour voir ses effets sur les recettes fiscales. Il s'agit de savoir si l'aide octroyée permet d'améliorer la mobilisation des recettes. Cette variable est notée « *apd* ».

4.3. Technique d'estimation économétrique

Avant d'estimer notre modèle matérialisé par l'équation 2 ci-dessus il urge d'effectuer d'abord le test de stationnarité sur les différentes variables du modèle. Ainsi le test d'Im, Pesaran et Shin (2003) est réalisé pour l'étude de la stationnarité des variables. Après avoir effectué le test de stationnarité sur les variables et réalisé tous les tests préliminaires nécessaires, le modèle de l'équation (2) a été estimé.

En considérant la spécification adoptée dans ce travail, il est nécessaire de commencer l'estimation par les techniques d'estimation traditionnelles sur données de panel (modèle à effets fixes, modèles à effets aléatoires). L'issue du test de Hausman nous conduit à retenir le modèle à effets fixes. Par ailleurs, compte tenu de la dimension temporelle relativement grande par rapport à la dimension transversale de notre échantillon, nous pouvons être confrontés à des problèmes de séries temporelles. Pour remédier à cette éventualité, nous estimons le modèle de l'équation 2 par la technique d'estimation d'un modèle à effets fixes avec correction de l'hétéroscédasticité et la technique d'estimation d'un modèle à effets fixes avec variables instrumentales. Cette dernière technique permet de prendre en compte les problèmes d'endogénéité qui peuvent être dus aux erreurs de mesures sur les variables explicatives, la double causalité et le biais de variables omises.

4.4. Données de l'estimation économétrique

Les données sur les variables économiques proviennent de diverses sources, notamment le *World Development Indicators* (2018), la base *Worldwide Governance Indicators* (2016) de la Banque mondiale et la base « *indice de perception de la corruption* » de *Transparency international* (2016). L'étude porte sur la période 1996 -2015 et prend en compte sept pays de l'UEMOA à savoir : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

5. Résultats empiriques

Les tests de stationnarité de Im Pesaran et Shin (tableau 5 en annexe) révèlent que toutes les variables du modèle sont stationnaires. Après avoir effectué les tests de stationnarité, nous avons estimé le modèle. Les résultats des différentes estimations sont analysés dans les lignes qui suivent.

5.1. Effets directs de la gouvernance sur les recettes fiscales

L'analyse des effets de la gouvernance sur les recettes fiscales est faite à partir des estimations effectuées et dont les résultats sont consignés dans le tableau 1 ci-après.

Les résultats synthétisés dans le tableau 1 montrent que les indicateurs de gouvernance (*goveff*, *polstab*, *voice*) ont un effet significatif et positif sur les recettes fiscales. Quant aux autres variables du modèle, il ressort que le revenu par tête et l'ouverture commerciale affectent positivement les recettes fiscales alors que la corruption affecte négativement les recettes fiscales. L'aide publique au développement et l'inflation n'ont pas d'effets significatifs sur les recettes fiscales.

Nous avons utilisé trois indicateurs de gouvernance à savoir la responsabilité démocratique (*voice*), la stabilité politique (*polstab*) et l'efficacité de la gouvernance publique (*goveff*). Les résultats révèlent que chacun des indicateurs a un effet positif et significatif sur les recettes fiscales. Selon nos résultats, lorsque l'indicateur d'efficacité de la gouvernance publique (*goveff*) augmente d'un niveau au niveau supérieur le plus proche, les recettes fiscales augmentent de 0,98 point de pourcentage. Ce résultat met en exergue que l'amélioration du fonctionnement des institutions (bonne gouvernance) a des effets bénéfiques sur la mobilisation des recettes fiscales dans les pays de l'UEMOA.

Les effets de la gouvernance obtenus sont conformes aux prédictions théoriques et corroborent les résultats de Gbewopo et al (2009), Ajaz et Ahmad (2010), Mohammad (2014) et, Epaphra et Massawe (2017).

Tableau 1 : Résultats de l'estimation du modèle à effets fixes

Variables explicatives	(1) rfpib	(2) rfpib	(3) rfpib
corr	-1.379*** (-3.72)	-1.312*** (-4.06)	-1.460*** (-4.09)
goveff	0.980* (1.89)		
infl	-0.0132 (-0.34)	-0.0162 (-0.46)	-0.00347 (-0.09)
lytete	4.372*** (4.67)	6.789*** (7.10)	4.892*** (5.20)
lcom	1.804** (2.22)	2.584*** (3.40)	1.487* (1.89)
lapd	0.0681 (0.32)	-0.150 (-0.75)	-0.0599 (-0.27)
polstab		1.175*** (5.12)	
voice			0.774* (1.87)
Constant	-11.90 (-1.58)	-27.14*** (-3.55)	-11.28 (-1.51)
Observations	140	140	140
R-squared	0.490	0.565	0.490
Number of idstate	7	7	7

Note : *** : $p < 0.01$, ** : $p < 0.05$, * : $p < 0.1$. (t-statistique entre parenthèses)

Source : Estimation de l'auteur sur STATA à partir des données de WDI (2018) de la Banque Mondiale, Worldwide Governance Indicators (2016) et Transparency International (2016).

Nous approfondissons l'analyse en contrôlant l'hétéroscédasticité et les résultats sont consignés dans le tableau 2. Les résultats sont globalement semblables à ceux trouvés précédemment notamment en ce qui concerne les signes de la variable d'intérêt à savoir la gouvernance. Il ressort que les indicateurs de gouvernance exercent un effet positif et significatif sur les recettes fiscales.

L'effet direct, bien que significatif des indicateurs de gouvernance ne renseignent pas sur les mécanismes par lesquels gouvernance affectent les recettes fiscales. Dans cette analyse nous explorons un des canaux de transmission des effets de la gouvernance sur la mobilisation des ressources publiques.

Tableau 2 : Résultats des estimations robustes à l'hétéroscédasticité

Variables explicatives	(1) rfpib	(2) rfpib	(3) rfpib
lgoveff	0.078** (2.18)		
lcorr	-0.530*** (-3.04)		
lytete	0.349*** (5.67)	6.789*** (7.79)	4.892*** (5.59)
lcom	0.142*** (2.85)	2.584*** (3.82)	1.487* (1.97)
linfla	0.008 (0.52)		
lapd	0.001 (0.11)	-0.150 (-0.73)	-0.060 (-0.27)
polstab		1.175*** (5.51)	
corr		-1.312*** (-3.37)	-1.460*** (-3.72)
infl		-0.016 (-0.58)	-0.003 (-0.11)
voice			0.774** (2.02)
_cons	0.804 (1.44)	-27.138*** (-4.12)	-11.282* (-1.68)
R ²	0.78	0.78	0.74
N	140	140	140

Note : *** : p<0.01, ** : p<0.05, * : p<0.1. (t-statistique entre parenthèses)¹

Source : Estimation de l'auteur sur STATA à partir des données de WDI (2018) de la Banque Mondiale, Worldwide Governance Indicators (2016) et Transparency International (2016).

5.2. Canal de transmission de l'effet de la gouvernance sur les recettes fiscales

Les résultats de l'estimation de l'effet indirect de la gouvernance à travers la lutte contre la corruption sont reportés dans le tableau 3. Il ressort des résultats que le coefficient des variables d'interaction entre la gouvernance et la corruption (*govco*, *polco* *voico*) dans chacune des trois équations est positif et significatif montrant ainsi que la gouvernance atténue l'effet négatif que la corruption exerce sur les recettes fiscales. Ces coefficients sont statistiquement significatifs quel que soit l'indicateur de la qualité des institutions utilisé.

¹ Note : The estimation method is AREG With sample heteroscedasticity correction.

Tableau 3 : Effets indirects de la gouvernance sur les recettes fiscales

Variables explicatives	(1) rfpib	(2) rfpib	(3) rfpib
lytete	4.529*** (5.12)	6.732*** (7.80)	5.023*** (5.52)
lcom	1.794** (2.35)	2.680*** (3.96)	1.493** (1.99)
linfla	0.104 (0.40)	-0.056 (-0.30)	0.128 (0.56)
lapd	0.039 (0.19)	-0.175 (-0.84)	-0.086 (-0.39)
corr1	-1.320*** (-2.92)	-1.217*** (-3.09)	-1.455*** (-3.75)
govco	0.132* (1.69)		
polco		0.164*** (5.42)	
voico			0.102** (2.00)
_cons	-12.996* (-1.91)	-27.239*** (-4.13)	-11.965* (-1.76)
R ²	0.74	0.78	0.74
N	140	140	140

Note : *** : p<0.01, ** : p<0.05, * : p<0.1. (t-statistique entre parenthèses)²

Source : Estimation de l’auteur sur STATA à partir des données de WDI (2018) de la Banque Mondiale, Worldwide Governance Indicators (2016) et Transparency International (2016)

Les résultats confirment donc notre hypothèse selon laquelle la lutte contre la corruption est un canal par lequel la gouvernance affecte les recettes fiscales. Ce résultat est logique car la mise en place des institutions de bonne gouvernance à travers l’instauration d’un état de droit qui se traduit par un pouvoir judiciaire indépendant, une société civile forte et active, une presse libre, un système électoral transparent, permet de lutter efficacement contre la corruption et d’accroître la collecte des ressources publiques.

Les différents résultats interprétés plus haut, peuvent-ils être considérés comme robustes ? Pour le savoir, nous avons effectués des tests de robustesse.

² Note : The estimation method is AREG With sample heteroscedasticity correction.

5.3. Tests de Robustesse

L'analyse de la robustesse des résultats a consisté à estimer plusieurs variantes du modèle avec des techniques d'estimation différentes. A cet effet, nous avons estimés six variantes du modèle de l'équation 2 présenté plus haut par la technique des doubles moindres carrés afin de traiter d'éventuels problèmes d'endogénéité dont pourrait souffrir notre modèle. Les résultats complets de ces tests de robustesse sont consignés dans le tableau 6 en annexe. Il ressort des six estimations effectuées par la technique des variables instrumentales que les indicateurs de gouvernance utilisés dans ce travail à savoir la responsabilité démocratique (*voice*), la stabilité politique (*polstab*) et l'efficacité de la gouvernance publique (*goveff*) exercent un effet positif et significatif sur la mobilisation des recettes fiscales dans les pays de l'UEMOA.

6. Conclusion et implications

La plupart des pays africains et notamment les pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ont connu ces dernières années des déséquilibres budgétaires importants qui sont à l'origine de fortes contraintes pour la fourniture des biens et services publics. Parmi les facteurs de déséquilibre figure l'insuffisance de la mobilisation des recettes publiques. La mobilisation des recettes fiscales est donc devenue l'un des défis les plus pressants qui se posent aux pays de l'UEMOA. Presque tous s'efforcent d'accroître leurs ressources pour avancer dans la réalisation des objectifs de développement durable tout en préservant la viabilité des finances publiques. Cette situation a conduit de nombreux chercheurs en économie à identifier les déterminants des recettes publiques sans parvenir souvent à des résultats consensuels. L'objectif de cet article a été d'analyser principalement l'effet de la gouvernance sur les recettes fiscales dans les pays de l'UEMOA. Les analyses économétriques portent sur un panel de sept pays avec des données qui couvrent la période 1996 - 2015. Les résultats des analyses montrent que les indicateurs de la gouvernance affectent significativement la mobilisation des recettes fiscales dans les pays de l'Union. Il ressort donc que la gouvernance affecte positivement les recettes fiscales. Par ailleurs, l'analyse a permis de montrer que la lutte contre la corruption est un canal par lequel la gouvernance peut contribuer à accroître plus efficacement la mobilisation des ressources publiques dans les pays de l'UEMOA.

Les résultats et enseignements fournis par la présente réflexion ouvrent la voie à des propositions d'actions à mettre en œuvre en vue d'accroître les recettes fiscales dans les pays de l'UEMOA. D'abord, il est indispensable d'améliorer la gouvernance et la transparence dans la gestion des affaires publiques. Il faut renforcer principalement la responsabilité démocratique, la stabilité politique et l'efficacité de la gouvernance publique dans les différents pays. Ensuite, il faut intensifier la lutte contre la corruption dans tous les pays de l'Union. Enfin, les pouvoirs publics doivent améliorer leur performance en termes de fournitures de biens et services publics sociaux afin d'inciter davantage les populations à honorer leurs obligations fiscales.

7. Références bibliographiques

- Aizenman, J. and Y. Jinjarak (2005). The Collection Efficiency of the Value Added Tax: Theory and International Evidence. New York Times. April 6. Bruce Bartlett.
- Ajaz, T. et Ahmad, E. (2010). The effect of corruption and governance on tax revenues. The Pakistan development Review. Vol 49, N°4, pp. 405- 417.
- Bird, R. M. (1992). Tax Policy and Economic Development. Baltimore and London: The Johns Hopkins University Press.
- Epaphra, M., et Massawe, J. (2017). Corruption, governance and tax revenues in Africa. *Business and Economic Horizons*, 13(4), 439-467.
- Fjeldstad, O. H. and B. Tungodden. (2001). Fiscal Corruption: A Vice or a Virtue? (CMI Working Papers WP 2001:13).
- FMI (2018). Perspectives économiques régionales. Afrique subsaharienne : Mobilisation des recettes fiscales et investissement privé. 130p.
- Fondation Mo Ibrahim (2015). Indice Ibrahim de la Gouvernance en Afrique (IIGA).
- Gbewopo A., Chambas G. et Combes J.-L. (2009). Corruption et mobilisation des recettes publiques : une analyse économétrique, *Recherches économiques de Louvain*, Volume 752, p. 229-268.
- Gupta S. A. (2007). Determinants of Tax Revenue Efforts in Developing Countries. Washington, DC: The International Monetary Fund. (IMF Working Paper No.07/184).
- Hadi, S. (2006). Corruption and Tax evasion. Published by Dogus University.
- Houngbonon G.V., Gandzion O., Ananou F. et Houenou B. (2017). Mobilisation des recettes fiscales dans l'UEMOA : l'obstacle de l'informel, le levier mobile money. Édition « l'Afrique des idées », 52p.
- Im, K.S., Pesaran, M.H. et Shin, Y. (2003). Testing for unit roots in heterogeneous panels. *Journal of Econometrics*, 115, 1, pp. 53-74
- Imam, P. A. and D. F. Jacobs. (2007). Effect of Corruption on Tax Revenues in the Middle East. IMF Institute and Fiscal Affairs Department. (IMF Working Paper No.07/27).
- Krugman, P. R., J. Aim, S. M. Collins, and E. Remolina 1992) Transforming the Philippine Economy. Quezon City: APO Production Unit, Inc.
- Mohammad I. H. (2014). The quality of governance and tax effort: Evidence from developed and developing countries. Graduate School of Public Policy, The University of Tokyo. Working paper. 30p.
- Musgrave R.A. (1959). The theory of public finance: a study in public economy. New York-Mc Graw-Hill.

- Phillips, M. and R. Sandall. (2008). Linking Business Tax Reform with Governance: How to Measure Success. A Working Paper Produced in conjunction with FIAS of the World Bank group.
- Sandmo, A. (2004). The theory of taxation evasion: A retrospective view. Norwegian school of economics and business administration. Discussion paper 31/04
- Tanzi, V and H, Zee (2001). Tax policy for developing countries. Working Paper, Economic Issues N° 27.
- Tanzi, V. (2000). Taxation in Latin America in the Last Decade. Centre for Research on Economic Development and Policy Reforms. Stanford University. Working paper N° 76.
- Teera, J.M. (2003). Could do better: An appraisal of Uganda's tax performance relative to sub saharan Africa. University of Bath. Working paper.
- Transparency international (2016). Transparency International Corruption Perceptions index.
- World Bank (2018). World Development Indicators, Washington, DC.

8. Annexes

8.1. Tableau 4 : Liste des variables utilisées dans l'étude et leurs sources

NOMS DES VARIABLES ET CODES	SOURCES
Polstab (Political stability)	Worldwide Governance Indicators (2016)
Goveff (Government effectiveness)	Worldwide Governance Indicators (2016)
Voice (Voice and Accountability)	Worldwide Governance Indicators (2016))
Corr : (indice de Corruption)	Transparency international (2016)
Rfpib : Recettes fiscales% PIB	WDI, world bank 2018
Ytete : Revenu par tête	WDI, world bank 2018
Com : Ouverture commerciale	WDI, world bank 2018
Infl : Taux d'inflation	WDI, world bank 2018
APD : Aide Publique au Développement	WDI, world bank 2018

Source : Réalisé par l'auteur

8.2. Tableau 5 : Les résultats du test IPS de stationnarité

Variables	Valeur de la statistique	P-Value	Avec constante	Avec Trend	Décision
Polstab	-2.0308	0.0211	Oui	Oui	I(0)
Goveff	-2.2761	0.0114	Oui	Non	I(0)
Voice	-2.1921	0.0142	Oui	Non	I(0)
Corr	-1.5273	0.0633	Oui	Oui	I(0)
Rfpib	-3.6876	0.0001	Oui	Non	I(1)
Ytete	-2.6554	0.0040	Oui	Oui	I(1)
Com	-2.4655	0.0068	Oui	Oui	I(0)
Infl	-6.0250	0.0000	Oui	Non	I(0)
APD	-3.1955	0.0007	Oui	Oui	I(0)

Source : Estimation de l’auteur sur STATA à partir des données de WDI (2018) de la Banque Mondiale, Worldwide Governance Indicators (2016) et Transparency International (2016)

8.3. Tableau 6 : Tests de Robustesse

Tests de robustesse : estimation effets fixes en variables instrumentales

VARIABLES	(1) lrfpib	(2) rfpib	(3) lrfpib	(4) rfpib	(5) lrfpib	(6) rfpib
lytete	0.352*** (5.58)	4.433*** (4.46)	0.484*** (7.31)	6.936*** (6.60)	0.379*** (5.97)	4.988*** (4.96)
lcom	0.150*** (2.88)	1.897** (2.30)	0.184*** (3.66)	2.651*** (3.37)	0.128** (2.51)	1.671** (2.08)
lcorr	-0.486*** (-3.02)		-0.467*** (-3.15)		-0.518*** (-3.24)	
lgoveff	0.0853** (2.25)					
o.lytete	-	-	-	-	-	-

VARIABLES	(1) lrfpib	(2) rfpib	(3) lrfpib	(4) rfpib	(5) lrfpib	(6) rfpib
o.lcom	-	-	-	-	-	-
linfla	0.00803 (0.46)					
lapd	0.000907 (0.07)	0.0603 (0.28)	-0.0134 (-1.01)	-0.172 (-0.83)	-0.00582 (-0.41)	-0.0847 (-0.38)
corr		-1.293*** (-3.42)		-1.255*** (-3.75)		-1.341*** (-3.66)
goveff		1.030* (1.81)				
infl		-0.0121 (-0.30)	-0.000442 (-0.19)	-0.0131 (-0.36)	0.000182 (0.07)	-0.00669 (-0.17)
lpolstab			0.127*** (4.15)			
polstab				1.137*** (4.64)		
lvoice					0.0498* (1.66)	
voice						0.887** (1.96)
Constant	0.676 (1.11)	-13.10* (-1.66)	-0.156 (-0.25)	-28.37*** (-3.46)	0.800 (1.31)	-12.97* (-1.65)
Observations	133	133	133	133	133	133
Number of idstate	7	7	7	7	7	7

Note : *** : $p < 0.01$, ** : $p < 0.05$, * : $p < 0.1$. (z-statistique entre parenthèses)³

Source : Estimation de l'auteur sur STATA à partir des données de WDI (2018) de la Banque Mondiale, Worldwide Governance Indicators (2016) et Transparency International (2016)

³ Note : The estimation method is Fixed-effects (within) IV regression.